

## ACTUALITE

### L'Iran engage la bataille des nouveaux contrats pétroliers

Dans la perspective – qui est loin d'être une certitude – de la levée des sanctions et pressions économiques contre Téhéran, les responsables iraniens ne restent pas les deux pieds dans le même sabot et se préparent activement à cette éventualité. Comme expliqué à plusieurs reprises par **Pétrole et Gaz Arabes (PGA)**, l'un des aspects clés de cette préparation consiste en la **révision des contrats pétroliers**, qui sont actuellement des contrats de service de type "buyback" et qui ne sont clairement pas du tout attrayants. Les contrats de "buyback" ont eu une utilité dans un certain contexte et ont permis d'attirer des investissements étrangers mais les choses ont beaucoup changé depuis, souligne-t-on à Téhéran. Parmi les changements majeurs, le ministre du Pétrole, M. **Bijan Namdar Zanganeh**, a évoqué la forte hausse des prix du pétrole dans les années 2000, le développement des **hydrocarbures de schiste** et les opportunités de travail en **Irak** depuis la fin de la dernière décennie.



Sur le constat, il n'y a pas beaucoup de discussions et M. Zanganeh a pris le taureau par les cornes en confiant à un groupe de travail le soin de faire des propositions de réforme. Le moins que l'on puisse dire est que ce groupe a travaillé beaucoup et vite.

Les ambitions iraniennes sont grandes. A terme, au regard de son potentiel considérable, le pays vise à contrôler 7% du marché pétrolier mondial et 10% du marché gazier, selon M. Roknoddin Javadi, vice-ministre du Pétrole et directeur général de la **National Iranian Oil Company (NIOC)**. M. Javadi fixe comme objectif pour son pays une production pétrolière de **5 millions de barils par jour** à terme, contre **2,7-2,8 Mb/j** actuellement. Un tel défi et d'autres de grande ampleur ne peuvent être sérieusement envisagés qu'avec une coopération massive des grandes compagnies pétrolières internationales.

Dans ses efforts de marketing sur ce dossier, les responsables iraniens n'y vont pas de main morte : le nouveau contrat type (**Iran Petroleum Contract, IPC**) résoudrait tous les problèmes qui existaient avec les accords de buyback ; les compagnies pétrolières vont revenir ; tout le monde est le bienvenu même les firmes américaines ; le pays sera noyé sous les demandes d'investissement ; et il devrait attirer de l'ordre de **\$100 milliards** d'investissements sur les quatre années qui suivront l'adoption de ces nouveaux contrats. Au-delà de ce mélange d'espoir et d'offensive de charme, plusieurs points ont été clarifiés lors de ce processus de révision. Nous examinerons ici ce qui semble être acquis.

- L'un des principaux problèmes des contrats de "buyback" est leur insuffisante **flexibilité**. Ce qui était possible dans les années 1990 et après ne l'est plus aujourd'hui. L'industrie a besoin de plus de souplesse pour s'adapter à un environnement très mouvant.
- Une autre faiblesse majeure de l'ancien régime est la durée trop courte de l'engagement des entreprises étrangères dans les projets. Elle était dans le passé de trois à sept ans en général, ce qui n'est pas considéré comme très sexy par des compagnies privées et qui ne les incite pas à faire beaucoup d'efforts puisqu'elles seront rapidement mises dehors. Les nouveaux contrats prévoient une **durée de 20 à 25 ans**, ce qui change la donne. Le message est le suivant : nous voulons des relations de long terme avec l'industrie.

- L'Iran reconnaît que les contrats proposés dans le passé étaient trop déséquilibrés au détriment des sociétés étrangères : en gros, trop de risques pour elles pour une **rentabilité insuffisante**. Il faut renverser la vapeur sur ces deux points. Selon M. Abdol-Mohammad Delparish, un adjoint au directeur général de la NIOC, les accords de "buyback" ont généré des recettes totales de \$94 milliards, dont \$8 milliards sont revenus aux compagnies étrangères, soit une part de 8,5%. C'est trop peu, reconnaît-on ouvertement à Téhéran.
- Le nouveau contrat type prend en compte le **taux de rentabilité sur l'investissement**.
- La propriété des réserves n'est bien sûr pas négociable car celles-ci appartiennent à la nation mais il n'en est pas de même pour la production. Les futurs partenaires de la NIOC seront rémunérés grâce à une **part de la production**.
- Pour inciter les firmes étrangères à prendre des risques, la rémunération sera variable, ce qui signifie notamment que les projets amont plus risqués généreront une meilleure rentabilité. L'Iran a en particulier en tête les travaux de **récupération assistée** qui sont essentiels pour l'accroissement de sa production, la **prolongation de la durée de vie des gisements** et une **meilleure récupération des réserves**. Des incitations spécifiques sont annoncées pour ce type de projets. L'Iran veut évidemment attirer des capitaux mais aussi des technologies de pointe. Selon le directeur général de la NIOC, le taux de déclin normal de la production iranienne serait de 8% par an.
- Sans surprise, les **champs pétroliers ou gaziers partagés avec des pays voisins** sont prioritaires et ceci devrait se refléter dans la rémunération des contractants étrangers.
- L'Iran met l'accent sur la hausse de sa production pétrolière et gazière mais n'entend pas pour autant négliger l'**exploration**. Les contrats de "buyback" avaient été conçus pour des travaux de développement et de redéveloppement de champs et pas pour l'exploration. Nous avons remédié à ce manque, indique le **ministère du Pétrole**.

Le concept est intéressant mais de nombreuses précisions sont nécessaires ; les sociétés pétrolières iraniennes s'agitent en disant qu'elles n'ont pas démerité et qu'il ne faut pas les oublier au bénéfice des firmes étrangères ; et le nouveau contrat type devra être validé par les plus hautes autorités du pays, ce qui ne va pas de soi car les accords de "buyback" étaient considérés encore tout récemment comme sacro-saints. Cela dit, parmi les "*conservateurs*", beaucoup sont conscients que la politique poursuivie précédemment menait à une impasse. La bataille des nouveaux contrats n'est certes pas gagnée mais elle n'est pas trop mal engagée pour le ministre du Pétrole et pour le gouvernement.